



**Audit - Bureau de Paris**  
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 42 99 66 44

**[www.bakertilly.fr](http://www.bakertilly.fr)**

## **MJC LES PASSERELLES**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social : 13 avenue Jean Mermoz

91170 VIRY-CHÂTILLON

SIRET : 419 903 067 00017

---

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2022

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.  
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



---

## **MJC LES PASSERELLES**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Siège social : 13 avenue Jean Mermoz  
91170 VIRY-CHÂTILLON  
SIRET : 419 903 067 00017

---

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Aux Adhérents de l'association **MJC LES PASSERELLES**,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **MJC LES PASSERELLES** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

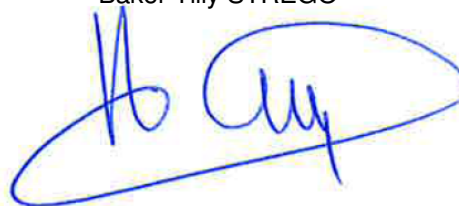
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 02 juin 2023

Le Commissaire aux Comptes  
Baker Tilly STREGO

A handwritten signature in blue ink, consisting of stylized initials and a surname, enclosed within a large, loopy oval stroke.

Halima BENSALAH

**Actif**

	Brut	Amort.	Net au 31/12/2022	Net au 31/12/2021
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles	7 753	7 753		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Inst. Techniques, matériel et outillage	21 621	21 621		
Autres immobilisations corporelles	294 782	226 636	68 146	21 087
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations grevées de droits (commodat)				
Immobilisations financières (Dont à moins d'un an)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	45		45	45
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 560		1 560	1 790
<b>TOTAL (I)</b>	<b>325 761</b>	<b>256 010</b>	<b>69 751</b>	<b>22 922</b>
Comptes de liaison (II)				
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production de biens et services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances d'exploitation (Dont à plus d'un an)				
Créances usagers et comptes rattachés	12 389		12 389	19 373
Legs et donations en cours de réalisation				
Autres créances	661 729		661 729	452 540
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	9 259		9 259	114 887
Charges constatées d'avance (Dont à plus d'un an)	13 880		13 880	11 157
<b>TOTAL (III)</b>	<b>697 257</b>		<b>697 257</b>	<b>597 957</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursements des obligations (V)				
Ecart de conversion Actif (VI)				
<b>TOTAL GENERAL (I à VI)</b>	<b>1 023 018</b>	<b>256 010</b>	<b>767 007</b>	<b>620 879</b>

## Passif

	Net au 31/12/2022	Net au 31/12/2021
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	128 628	128 628
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	15 245	15 245
Réserves pour projet de l'entité	6 860	6 860
Autres		
Report à nouveau		
Report à nouveau	-108 244	-43 142
Excédent ou déficit de l'exercice	-391 191	-65 102
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>-348 702</b>	<b>42 489</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>-348 702</b>	<b>42 489</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL (II)</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	100 281	180 131
Provisions pour charges	139 102	128 072
<b>TOTAL (III)</b>	<b>239 383</b>	<b>308 203</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	179 791	
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	131 707	39 814
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	280 188	140 633
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		9 079
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	284 640	80 661
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>876 326</b>	<b>270 187</b>
Ecarts de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>767 007</b>	<b>620 879</b>

### Comptes de résultat

	Net au 31/12/2022	Net au 31/12/2021
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations - Adhésions	3 378	2 680
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	600	
Ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	125 035	85 701
Parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 494 679	1 634 151
Versements des fondateurs ou conso. de la dotation consommable		
Produits de tiers financeurs		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	34 586	420 913
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	52 799	24
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>1 711 077</b>	<b>2 143 469</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	34 054	27 419
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	397 923	377 420
Aides financières		
Impôts et taxes et versements assimilés	58 004	56 853
Salaires et traitements	1 180 281	1 069 892
Charges sociales	391 815	274 850
Dotations aux amortissements sur immobilisations	12 051	8 170
Dotations aux provisions	22 275	308 203
Report en fonds dédiés		
Autres charges	1 176	42 989
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>2 097 579</b>	<b>2 165 795</b>
<b>1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-386 502</b>	<b>-22 326</b>

### Comptes de résultat (suite)

	Net au 31/12/2022	Net au 31/12/2021
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	58	442
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>58</b>	<b>442</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	2 677	
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)</b>	<b>2 677</b>	
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>-2 619</b>	<b>442</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)</b>	<b>-389 121</b>	<b>-21 884</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	896	447
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	84 969	
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>	<b>85 865</b>	<b>447</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	87 934	43 665
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>	<b>87 934</b>	<b>43 665</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-2 069</b>	<b>-43 218</b>
IMPOTS SUR LES BENEFICES (VII)		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>1 797 000</b>	<b>2 144 358</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII)</b>	<b>2 188 190</b>	<b>2 209 460</b>
<b>5- EXCEDENT ou DEFICIT (Produits - Charges)</b>	<b>-391 191</b>	<b>-65 102</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Produits		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	748 740	630 000
Bénévolat	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>748 740</b>	<b>630 000</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	748 740	630 000
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>748 740</b>	<b>630 000</b>



# **PREAMBULE**

La MJC Les Passerelles ouverte à tous, offre à la population, aux jeunes comme aux adultes la possibilité de prendre conscience de leurs aptitudes, de développer leur personnalité et de se préparer à devenir les citoyens actifs et responsables d'une communauté vivante.

Elle a pour objet de :

- mettre en œuvre un projet éducatif social et culturel pour l'ensemble des habitants de Viry Châtillon, notamment en partenariat avec la municipalité,
- soutenir et d'accompagner les projets de chacun des lieux de proximité dont elle assure la gestion,
- rechercher, gérer et mettre en œuvre l'ensemble des moyens (humains, techniques, financiers...) nécessaires à la réalisation des actions de proximité initiées par les habitants impliqués dans les assemblées de proximité.

Dans ses moyens d'action la MJC Les Passerelles

- pourra développer des activités économiques à visée d'insertion sociale,
- participera au développement local en agissant en partenariat avec les collectivités locales et territoriales,

Elle pourra acquérir, louer, aménager tout immeuble et terrain nécessaire à son objet.

## **1. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES :**

L'annexe est établie conformément aux dispositions de la section 3 du chapitre III du titre VIII du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général sous réserves des dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 définissant les règles applicables aux associations, fondations et fonds de dotation en vigueur au 1er janvier 2020.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Pour une meilleure compréhension des comptes annuels présentés, les modes et méthodes d'évaluation retenus sont précisés ci-dessous lorsque :

- un choix est offert par la législation,
- une exception prévue par les textes est utilisée,
- l'application d'une prescription comptable ne suffit pas pour donner une image fidèle,
- il est dérogé aux prescriptions comptables.

### **Faits majeurs et significatifs de l'exercice :**

L'association a demandé à bénéficier des mesures exceptionnelles de l'URSSAF concernant les secteurs les plus touchés par les restrictions d'accès au public et l'interdiction des regroupements.

En décembre 2020, pour valider l'interprétation des textes, l'association a effectué une demande de validation de l'accès à ces mesures de soutien auprès de l'URSSAF par voie de rescrit social.

L'URSSAF a rejeté la demande de l'association au motif du code APE (code activité selon l'INSEE) de l'association qui est celui des centres sociaux sans hébergement.

L'association a saisi en 2020 la Commission de Recours Amiable pour que l'URSSAF valide l'accès de la MJC LES PASSERELLES aux mesures de soutien des secteurs particulièrement touchés par la crise sanitaire. La commission de recours amiable a conclu en défaveur de la MJC les passerelles concernant le code d'activité et l'effectif calculé pour l'exercice 2019.

La MJC les passerelles a saisi le tribunal des affaires de sécurité sociale pour que l'activité de la MJC soit reconnue comme appartenant au secteur des activités culturelles et au niveau de l'effectif de 2019. La décision du tribunal a été prononcée le 1<sup>er</sup> septembre 2022. Le pôle social du Tribunal Judiciaire d'Evry a rejeté l'ensemble des demandes de l'Association car il n'est pas démontré le caractère prépondérant de l'activité culturelle sur les autres activités.

Pour finir, un contrôle URSSAF a débuté en juin 2022. L'effectif recalculé par le contrôleur a permis de valider les aides et exonérations URSSAF au titre du secteur S1 Bis à compter de septembre 2020 jusqu'à avril 2021.

### **Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice :**

Après l'arrêté des comptes par le Conseil d'administration en date du 19 avril 2023, des informations significatives ont été notifiées à l'association :

- En date du 24 avril 2023, une notification de versement complémentaire des aides liées au chantier d'insertion a été reçue. Le complément à recevoir au titre de 2022 s'élève à 8 943 euros.
- En date du 22 mai 2023, le contrôleur URSSAF nous a informé de l'acceptation par le service juridique de l'URSSAF de l'activité culturelle de l'association et, par voie de conséquences, de l'admission de l'Association au bénéfice de l'ensemble des aides et exonérations URSSAF sur les périodes de février 2020 à février 2022.

Les calculs définitifs de la créance de l'URSSAF générée par l'admission de l'association sont en cours de rédaction par le contrôleur URSSAF. Le montant estimé par l'association concernant cette créance est d'environ 112 533 euros (Aides et exonérations 1<sup>er</sup> semestre 2020 et Aides au paiement de mai à juillet 2021).

## 2. ACTIF DU BILAN

### 2.1. Etat des immobilisations

		Valeur brute début exercice	Augmentations	
			Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et développement				
Total I				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		7 753		
Total II		7 753		
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				52 794
Installations techniques, matériel et outillage industriels		21 620		
Installations générales, agencements, aménagements divers		9 972		
Matériel de transport		91 074		
Matériel de bureau et informatique, mobilier		134 626		6 317
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total III		257 292		59 111
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés		45		
Prêts et autres immobilisations financières		1 790		
Total IV		1 835		
Total général I+II+III+IV		266 880		59 111
	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et développement				
Total I				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			7 753	7 753
Total II			7 753	7 753
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions			52 794	52 794
Installations techniques, matériel et outillage industriels			21 620	21 620
Installations générales, agencements et aménagements divers			9 972	9 972
Matériel de transport			91 074	91 074
Matériel de bureau et informatique, mobilier			140 943	140 943
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total III			316 403	316 403
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			45	45
Prêts et autres immobilisations financières		230	1 560	1 560
Total IV		230	1 605	1 605
Total général I+II+III+IV		230	325 760	325 760

## **2.2. Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- des logiciels bureautiques, qui sont amortis sur une durée de 12 mois,
- des applications propres de gestion de base de données, amorties sur une période de 3 ans.

## **2.3. Immobilisations corporelles**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les méthodes d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Immobilisations Durée Mode :

- Matériel ..... 3 à 10 ans Linéaire,
- Agencements et aménagements des constructions 5 à 10 ans Linéaire,
- Matériel de transport ..... 4 à 9 ans Linéaire,
- Matériel informatique ..... 3 ans Linéaire,
- Mobilier de bureau ..... 3 ans Linéaire.

## **2.4. Immobilisations financières**

Les immobilisations financières comprennent :

- des dépôts de garantie pour 1 560 €,
- des parts sociales du crédit mutuel pour 45 €.

## 2.5. Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Valeur en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Sorties / Reprises	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles Frais d'établissement, de recherche et développement					
Total I					
Autres postes d'immobilisations incorporelles		7 753			7 753
Total II		7 753			7 753
Immobilisations corporelles Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Installations générales, agencements et aménagements des constructions Installations techniques, matériel et outillage industriels Installations générales, agencements et aménagements divers Matériel de transport Matériel de bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers		     21 620  9 972 79 020 125 593	      2 035 3 186 6 830		     21 620  12 007 82 206 132 423
Total III		236 205	12 051		248 256
Total général I+II+III		243 958	12 051		256 009
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaire	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Immobilisations incorporelles Frais d'établissement, de recherche et développement					
Total I					
Autres postes d'immobilisations incorporelles					
Total II					
Immobilisations corporelles Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Installations générales, agencements et aménagements des constructions Installations techniques, matériel et outillage industriels Installations générales, agencements et aménagements divers Matériel de transport Matériel de bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers		      2 035 3 186 6 830			
Total III		12 051			
Total général I+II+III		12 051			

## 2.6. Stocks

L'association n'a pas de stocks significatif à la clôture de l'exercice.

## 2.7. Créances

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

## 2.8. Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
<b>De l'actif immobilisé</b>				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières	1 560			1 560
<b>De l'actif circulant</b>				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances client	12 389	12 389		
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés	50	50		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	15 793	15 793		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers	586 735	586 735		
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers	59 147	59 147		
Charges constatées d'avance	13 880	13 880		
<b>Total</b>	<b>689 557</b>	<b>687 997</b>		<b>1 570</b>
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consenties aux associés				
Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)				
- à un an maximum à l'origine	179 791	179 791		
- à plus d'un an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	131 707	131 707		
Personnel et comptes rattachés	71 744	71 744		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	183 659	183 659		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts taxes et versements assimilés	24 785	24 785		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	284 640	284 640		
<b>Total</b>	<b>876 326</b>	<b>876 326</b>		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés				

## 2.9. Valeurs Mobilières de Placement

L'association n'a pas de valeurs mobilières de placement à son actif.

## 3. PASSIF DU BILAN

### 3.1. Etat des provisions

Réglementées	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant en fin d'exercice
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers Provisions pour investissements Provisions pour hausse des prix Provisions pour fluctuations des cours Amortissements dérogatoires Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92 Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
<b>Total I</b>				
Pour risques et charges	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant en fin d'exercice
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions et obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour grosses réparations Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés Autres provisions pour risques et charges	128 072	11 030		139 102
	180 131	11 244	91 094	100 281
<b>Total II</b>	<b>308 203</b>	<b>22 274</b>	<b>91 094</b>	<b>239 383</b>
Pour dépréciations	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant en fin d'exercice
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres provisions pour dépréciations				
<b>Total III</b>				
<b>Total I+II+III</b>				
Dont dotations et reprises :		Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	
D'exploitations		22 274	6 125	
Financières				
Exceptionnelles			84 969	

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC N° 2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Elles comprennent notamment :

- les risques liés à l'évaluation définitive de subventions qui seront déterminés sur les exercices futurs,
- les risques liés à une remise en cause des aides obtenues par les organismes sociaux.

### 3.2. Fonds Propres

Les fonds propres sont constitués :

- le patrimoine intégré constitué des subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables,
- des réserves statutaires ou contractuelles,
- des reports des résultats antérieurs.

### 3.3. Variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	128 628				128 628
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprise					
Ecart de réévaluation sur biens avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	22 105				22 105
Report à nouveau	- 43 142	- 65 102		65 102	- 108 244
Excédent ou déficit de l'exercice	-65 102	65 102	65 102	391 191	- 391 191
<b>Situation nette</b>	<b>42 489</b>	<b>0</b>	<b>65 102</b>	<b>456 293</b>	<b>- 348 702</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>42 489</b>	<b>0</b>	<b>65 102</b>	<b>456 293</b>	<b>- 348 702</b>

### 3.4. Fonds reportés ou dédiés

L'association n'a aucun fonds reportés ou dédiés inscrits au passif de son bilan.



## 4. COMPTE DE RESULTAT

### Produits à recevoir

Produits à recevoir (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	60 478
<b>Total</b>	<b>60 478</b>

### Charges à payer

Charges à payer (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres titres obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 006
Dettes fiscales et sociales	87 925
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
<b>Total</b>	<b>111 931</b>

### Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'exercice sont constitués :

- des produits issus des activités sociales et culturelles de l'association,
- des adhésions à l'association,
- Des subventions d'exploitation,
- des reprises de provisions et des transferts de charges.

### Résultat courant

Le résultat courant n'est influencé par aucun événement de caractère exceptionnel ; il est la traduction de l'activité de l'association.

### Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)	Montant
Produits d'exploitation	284 640
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
<b>Total</b>	<b>284 640</b>

### Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)	Montant
Charges d'exploitation	13 880
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
<b>Total</b>	<b>13 880</b>

### Charges à répartir sur plusieurs exercices

Charges à répartir sur plusieurs exercices	Montant
Charges différées	
Frais d'acquisition des immobilisations	
Frais d'émission des emprunts	
Charges à étaler	
<b>Total</b>	<b>0</b>

## Produits exceptionnels

Produits exceptionnels	Montant
Produits Exceptionnels divers	54
Produits Exceptionnels sur exercice antérieurs	842
Reprises de provisions pour risques exceptionnels	84 969
<b>Total</b>	<b>85 865</b>

## Charges exceptionnelles

Charges exceptionnelles	Montant
Charges exceptionnelles diverses	902
Pénalités, amendes et majorations	6 702
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	80 330
<b>Total</b>	<b>87 934</b>

## 5. AUTRES INFORMATIONS

### 5.1. Indemnité de départ à la retraite

Le calcul de cet engagement prend en compte les éléments suivants :

- hypothèse d'un départ à la retraite du personnel en CDI calculé par rapport à la tranche d'âge,
- ancienneté acquise à la date clôture,
- application d'un taux de charges sociales individualisé calculé selon les contrats.

La provision pour départ en retraite est de 94 333 euros hors charges. Les charges sociales s'élèvent à 44 769 euros au 31 Décembre 2022.

### 5.2. Rémunération des dirigeants

Les trois plus hauts dirigeants de l'association sont le Président, le trésorier et le secrétaire, ils agissent en bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération dans le cadre de fonctions au sein de l'association.

### 5.3. Rémunération des salariés les mieux rémunérés

Les trois salariés les mieux rémunérés ont perçus une rémunération brute totale de 106 993 € sur l'exercice

### 5.4. Engagement hors bilan

Il n'existe aucun engagement hors bilan à la clôture de l'exercice.

### 5.5. Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice au titre du contrôle légal des comptes est de 7 351 € T.T.C.

## **5.6. Contributions en nature**

La municipalité de Viry-Châtillon contribue indirectement aux activités de l'association. Les contributions en nature sont les suivantes :

- mise à disposition des locaux par la municipalité de Viry-Châtillon :
  - o Etablissement MJC-CS Aimé Césaire : 320 000 euros,
  - o Etablissement Saint-Exupéry : 160 000 euros.
- la Municipalité finance, directement auprès de la FR-MJC-IDF, deux postes de co-directeurs pour un montant de 150 000€.
- Mise à disposition de lieux d'entraînement pratique à destination des participants du chantier d'insertion. Le total des heures passées par les participants et les encadrants au cours de l'année 2022 est de 5 937 heures. En valorisant ces heures à un montant de 20 € T.T.C., les contributions volontaires en nature concernant les lieux mis à disposition par la Mairie s'élève à un montant de 118 740 €.

De ce qui précède, le total des contributions en natures est évalué à 748 740 euros.

Chantier – Espaces d'entraînement pratique commune